

Jean-Pierre Bat, Nicolas Courtin et Vincent Hiribarren (dir.), Histoire du renseignement en situation coloniale, Rennes, PUR, 2021, 288 p.

Emmanuel Blanchard

Mise en ligne : avril 2024

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2024.cr01>

Après *Maintenir l'ordre colonial* (PUR, 2012), ce deuxième volume de l'informel Groupe d'études sur les mondes policiers en Afrique (GEMPA) élargit la focale à de nouvelles régions (Indochine, Antilles, Moyen-Orient) et à la comparaison inter-impériale (empires britanniques, belges et portugais). Il est consacré à un objet de recherche jusqu'alors peu investigué dans l'historiographie en langue française, le « renseignement en situation coloniale ». La question a certes été abordée, notamment dans le cas du Vietnam¹ ou du Cambodge², que ce soit dans des perspectives centrées sur l'appareil de renseignement ou dans une optique moins institutionnelle portant sur la fabrique des savoirs de gouvernement dans des régions peu investies par l'administration. Les exemples pourraient d'ailleurs être multipliés mais il demeure que l'essor récent des *intelligence studies* appliqué au cadre français, sous l'impulsion notamment de Sébastien Laurent et d'Olivier Forcade, avait peu abordé les éventuelles spécificités de la collecte et de la mobilisation du renseignement dans l'empire colonial, sinon au travers de l'histoire militaire et de l'étude des théories de la contre-insurrection³. Dans le sillage des recherches consacrées de Christopher Bayly ou de Martin Thomas, l'ouvrage propose donc de rendre compte à la fois de la place du renseignement (entendu dans un sens large ne se limitant pas aux « services secrets ») dans l'architecture et les prérogatives de l'État colonial, ainsi que des limites d'une connaissance tributaire d'intermédiaires jouant leurs propres cartes et dont les contributions sont minorées et passées au tamis d'un certain nombre de stéréotypes, notamment raciaux. Surtout, les trois co-directeurs de l'ouvrage insistent sur leur volonté d'inscrire leurs propositions de renouvellement historiographique dans l'attention portée à l'échelle locale et à la « fabrique du renseignement » en contexte ordinaire, sinon de paix, tant la « pacification » s'accompagne en effet des modalités les plus répressives de recherche d'informations. Près d'un tiers des contributions portent toutefois sur des situations de belligérance, en particulier des guerres d'indépendance et notamment celle d'Algérie. Pour ce faire, les éditeurs de cette *Histoire du renseignement en situation coloniale* peuvent s'appuyer sur un ensemble de thèses soutenues ces dernières années et dont les auteur-es ont contribué à l'ouvrage (Amadou Dramé, Bénédicte Brunet-Laruche, Camille Evrard, Jean-Marc Le Page, Denis Leroux notamment) et quelques ouvrages dont la

¹ Morlat Patrice (1990), *La répression coloniale au Vietnam (1908-1940)*, Paris, L'Harmattan.

² Guérin Mathieu (2008), *Paysans de la forêt à l'époque coloniale : la pacification des habitants des hautes terres du Cambodge*, Rennes, PUR.

³ Voir notamment les travaux de Marie-Catherine et Paul Villatoux (2006), *La République et son armée face au "péril subversif" : guerre et action psychologiques en France, 1945-1960*, Paris, Les Indes savantes, ainsi que ceux initiés ou dirigés par Raphaëlle Branche.



parution récente fait particulièrement écho au cadre de ce nouveau volume, par exemple le livre de Kathleen Keller⁴. Mais si celle-ci est citée, et bien que l'un des coordinateurs de l'ouvrage – Vincent Hiribarren – soit en poste à King's College, aucun·e collègue britannique ou étatsunien n'y participe.

Les 24 contributions (pour 20 contributeurs et contributrices, principalement basé·es en France, surtout, et en Afrique de l'Ouest) de modeste dimension (de deux à dix-neuf pages) s'attellent donc à cumulativement et empiriquement « restaurer la place de *tous* les acteurs [du renseignement colonial] des plus institutionnels aux plus invisibles » (p. 13) avec une attention particulière aux modalités de production et de conservation des sources mobilisées. Paradoxalement, les services dits « secrets », ou du moins producteurs d'informations (loin d'être toujours ouvertes ou partagées), sont en effet au nombre des administrations les plus enclines à rédiger notes et rapports qui, en dépit de politiques de destructions, programmées ou initiées dans l'urgence (des indépendances notamment) ont conduit à mettre à disposition des historien·nes une « immense masse de papiers » (Victor Pereira, à propos de la PIDE dans les colonies portugaises). Cette constitution d'une « exceptionnelle masse d'archives » (Sylvain Mary, au sujet des Antilles françaises), y compris à propos des agents sous couverture ou autres indicateurs à l'anonymat mal préservé par les obligations de rendre compte de la mobilisation des « fonds secrets » dédiés, est placée au cœur de l'ouvrage. Il s'agit d'ailleurs indéniablement de la grande réussite de cette œuvre collective : outiller lecteurs et lectrices pour une meilleure appréhension de sources couramment mobilisées dans des études focalisées sur les objets et non la fabrique de cette documentation.

La contribution de Fabienne Chamelot, qui ouvre le livre, est à cet égard particulièrement édifiante : la Direction des archives et bibliothèque d'Indochine (DABI), fondée en 1917, fonctionna bien comme un véritable service de renseignement, s'appuyant sur des « secrétaires-archivistes indigènes » et non sur de vulgaires indicateurs rémunérés à la tâche par les « services ». Au sein de l'empire français (si l'on excepte les départements algériens), seule l'Afrique occidentale française (AOF) bénéficia d'un service d'archives aux ambitions initiales proches mais dont le sous-financement, notamment, ne permit pas d'atteindre les objectifs revendiqués en Indochine. Ainsi Paul Boudet, directeur de la DABI de 1917 à 1946, écrit-il en 1919 : « quand l'archiviste aura accumulé des centaines, des milliers de fiches bien classées, heureux s'il peut dire à la façon [d'un] héros d'Anatole France : “je possède sur fiches classées alphabétiquement et par matière toute l'histoire de ce pays” ; il aura accompli sa tâche et apporté, dans la mesure de ses modestes moyens, sa contribution au développement de ce pays » (cité p. 32). Le caractère non seulement colonial mais aussi policier de la DABI invite ainsi à s'interroger sur les lignes de partage des savoirs. Le « péché originel » de l'anthropologie coloniale est aussi connu que discuté mais Victor Pereira apporte une nouvelle pierre à l'édifice en rappelant comment les chercheurs financés par le *Centro de Estudos Politicos e Sociais* devaient remettre un « rapport secret » au service de coordination et de centralisation du renseignement pour les colonies portugaises. Des rapports qui paradoxalement pouvaient analyser plus explicitement les mécanismes de la domination coloniale et ses remises en cause que ne le faisaient les publications scientifiques des mêmes auteurs (p. 70-71).

L'ouvrage intéressera donc bien au-delà du cercle des spécialistes du renseignement ou du maintien de l'ordre. Mais au-delà de cet élargissement de la focale, atteint-il les objectifs programmatiques présentés en introduction ? Sans doute celle-ci pêche-t-elle par trop d'ambition : « déconstruire une pratique coloniale pour examiner l'histoire des sociétés colonisées » (p. 9) apparaît comme l'objectif affiché alors même que lecteurs et lectrices intéressé·es par l'histoire sociale de l'Indochine ou de l'AOF (deux des régions placées au centre des études réunies dans ce volume) resteront sans doute sur leur faim. Il est vrai que quelques contributions proposent un renversement de perspective (par exemple celle de Cissé Chikouna à propos des réseaux d'information de la confrérie Tijaniyya Hamawiyya) et abordent les procédés par lesquels les supposés surveillés se renseignaient sur des administrations coloniales qu'ils connaissaient sans doute mieux qu'elles ne les pénétraient. Une piste de recherche fructueuse, notamment quand elle est appuyée sur des sources orales ou rédigées hors des cadres de la surveillance coloniale. Cette *Histoire du renseignement en situation coloniale* apporte ainsi indéniablement une véritable contribution au champ de recherche qu'elle se propose de renouveler. Ces 20 auteur·es participent ainsi pleinement d'un domaine d'étude qui, depuis la parution de l'ouvrage, s'est étoffé de nouvelles contributions

⁴ Keller Kathleen (2018), *Colonial Suspects: Suspicion, Imperial Rule and Colonial Society in Interwar French West Africa*, Lincoln, University of Nebraska Press.

majeures provenant des marges ou de l'extérieur d'*intelligence studies* ne permettant pas d'embrasser la pluralité, les complexités ou les ambivalences de l'information en situation coloniale⁵.

Emmanuel Blanchard
Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (France)

Bibliographie

- ASSERAF Arthur (2022), *Le désinformateur : sur les traces de Messaoud Djebari, Algérien dans un monde colonial*, Paris, Fayard.
- BOLLENOT Vincent (2022), *Maintenir l'ordre impérial en métropole. Le Service de contrôle et d'assistance en France des indigènes des colonies (1915-1945)*, Thèse d'histoire, Université Paris 1.
- GUERIN Mathieu (2008), *Paysans de la forêt à l'époque coloniale : la pacification des habitants des hautes terres du Cambodge*, Rennes, Paris, AHSR, EFEO.
- KELLER Kathleen (2018), *Colonial Suspects: Suspicion, Imperial Rule and Colonial Society in Interwar French West Africa*, Lincoln, University of Nebraska Press.
- LEFEBVRE Camille (2021), *Des pays au crépuscule. Le moment de l'occupation coloniale (Sabara -Sahel)*, Paris, Fayard.
- MORLAT Patrice (1990), *La répression coloniale au Vietnam (1908-1940)*, Paris, L'Harmattan.
- VILLATOUX Marie-Catherine et VILLATOUX Paul (2006), *La République et son armée face au "péril subversif" : guerre et action psychologiques en France, 1945-1960*, Paris, Les Indes savantes.

⁵ Voir notamment Lefebvre Camille (2021), *Des pays au crépuscule. Le moment de l'occupation coloniale (Sabara -Sahel)*, Paris, Fayard ; Asseraf Arthur (2022), *Le désinformateur : sur les traces de Messaoud Djebari, Algérien dans un monde colonial*, Paris, Fayard ; Bollenot Vincent (2022), *Maintenir l'ordre impérial en métropole. Le Service de contrôle et d'assistance en France des indigènes des colonies (1915-1945)*, Thèse d'histoire, Université Paris 1.